

## Bulletin d'histoire politique

# Mai 1968 et après. Mouvement étudiant et sciences sociales au Québec

Marcel Fournier



Volume 3, Number 1, Fall 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063452ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063452ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Septentrion

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Fournier, M. (1994). Mai 1968 et après. Mouvement étudiant et sciences sociales au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 73–84.  
<https://doi.org/10.7202/1063452ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## MAI 1968 ET APRÈS. MOUVEMENT ÉTUDIANT ET SCIENCES SOCIALES AU QUÉBEC

**Marcel Fournier**

*Université de Montréal*

**L**e Québec ne connaît pas en mai 1968 le vaste mouvement de contestation étudiante qui en France fait «trembler» le pouvoir. Ici, tout se passe quelques mois plus tard, en octobre. Personne n'échappe alors au mimétisme. Même si la contestation n'a pas l'ampleur qu'elle a en France, la signification que l'on lui donne n'est pas très différente d'un bord ou de l'autre de l'Atlantique:

(À l'automne 1968) la rentrée se fait dans un climat électrisant. Le public a été alarmé par les journaux et certains dirigeants politiques qui affirment que les événements français vont se reproduire ici, que le «sang va couler dans les rues». Les rumeurs les plus fantaisistes se propagent. Finalement, l'année commence dans le calme. À l'Université de Montréal, une tentative de boycotter le discours de bienvenue du recteur échoue<sup>1</sup>.

### **Les événements**

Contrairement aux attentes, la contestation démarre non pas dans les universités mais dans des institutions d'enseignement de niveau collégial: d'abord au CÉGEP Lionel-Groulx à Ste-Thérèse en banlieue nord de Montréal et ensuite, rapidement, dans plus de quinze (sur vingt-trois) CÉGEPs sur tout le territoire du Québec. Les grèves et les occupations paralysent les enseignements pendant plus de deux semaines. À l'école des Beaux-Arts de Montréal, l'occupation est plus longue et plus radicale: à la fois plus déterminés et plus imaginatifs, avec des fêtes, des chants, etc, les étudiants demandent l'autogestion et une véritable démocratisation des arts. Dans l'ensemble, le mouvement étudiant apparaît réformiste: outre un changement dans les services pédagogiques, les revendications incluent l'amélioration du système de prêts-bourses, la création d'une nouvelle université de langue française à Montréal et une rationalisation du système d'enseignement en fonction du marché du travail et des besoins sociaux du

Québec. La lutte porte donc globalement sur le manque de débouchés des étudiants des CÉGEPs, soit en termes d'ouverture du niveau universitaire, soit en termes d'accessibilité pour les techniciens au marché du travail<sup>2</sup>.

Les milieux étudiants demeurent divisés: il y a ceux qui veulent négocier avec le gouvernement et ceux qui entendent politiser le débat et radicaliser les demandes. L'on parle de «fractionnement du mouvement étudiant» entre diverses tendances. Certains analystes identifient deux tendances (tendance «plus ou moins utopiste de l'École nouvelle, représentant la ligne dure», tendance «réformiste, plus pragmatique»), d'autres trois: une tendance nationaliste, une tendance bourgeoise et une tendance «classe ouvrière». Quant aux organisations syndicales étudiantes, elles ne semblent pas en mesure d'assurer la direction de la contestation.

Créée en 1964, l'Union générale des étudiants québécois (UGEQ) est une organisation fragile, avec des ressources limitées, une structure décentralisée et une faible unité idéologique. À l'été et à l'automne 1968, l'UGEQ organise des réunions de représentants des CÉGEPs et des universités et sans beaucoup de succès, elle envoie des animateurs pour politiser les débats là où il y a occupation des locaux. Sa principale initiative est d'organiser à la fin de l'année scolaire une grande manifestation qui regroupe plus de 10 000 étudiants et qui se termine par une suite de discours plus ou moins lénifiants au Centre sportif de l'Université de Montréal. Vice-président de l'Union (et futur député péquiste et ministre), Claude Charron prononce un discours important, des «plus démagogiques», diront certains, et il invite les étudiants «à retourner en classe». L'UGEQ sera dissoute l'été suivant: les militants étudiants se tourneront alors soit vers les comités de citoyens soit vers des groupements politiques de gauche — par exemple le Mouvement syndical politique ou le Mouvement de libération des travailleurs — et ils participeront à des campagnes d'agitation et à l'organisation de manifestations, par exemple celle de McGill français qui réunit plus de 15 000 personnes dans les rues de Montréal à l'automne 1969.

Les milieux universitaires ne sont pas insensibles à toute cette agitation, même si ceux qui analysent le mouvement de contestation ne font que très rarement référence à ce qui se passe dans les universités. Le mouvement de contestation touche l'Université dès février 1968, avec une grève au Département de sociologie de l'Université de Montréal. Les étudiants rédigent un manifeste «Université ou fabrique de ronds-de-cuir?» dans lequel ils critiquent la pédagogie «passive» et «compétitive», ils s'attaquent au «mandarinat professoral» et ils dénoncent le rôle et les fonctions de l'Université. Et au mois de mars, l'Association des étudiants en sciences

sociales organise un colloque sur le thème: «Le rôle des sciences sociales». La mobilisation demeure limitée. La situation changera à l'automne, suite au mouvement d'occupation des CÉGEPs, au moment où l'UGEQ invite ses membres à tenir des journées d'étude pour exprimer leur solidarité avec les étudiants des CÉGEPs.

À l'Université de Montréal, les étudiants du Département de sciences politiques sont les premiers à se mettre en grève et ils sont aussitôt suivis par ceux du Département de sociologie. Pour sa part, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) lance le mot d'ordre d'une journée d'étude qui est tenue dans la majorité des départements et des facultés. Alors que les étudiants des autres facultés retournent en classe, ceux de la faculté des Sciences sociales s'engagent plus en avant et occupent les locaux (bibliothèque, cafétéria, bureaux de l'administration, etc.) de la faculté: ils entendent, par la mise sur pied de comités, poursuivre leur réflexion sur les fonctions de l'université et donner à leur action une meilleure organisation. Le lundi 21 octobre, l'on tient une assemblée à laquelle assistent plus de 800 personnes, dont un certain nombre de professeurs: les principales revendications concernent la gestion de l'université (démocratie, cogestion), la pédagogie universitaire (interdisciplinarité, promotion par matière, autoformation) et la situation globale du Québec (débouchés pour les diplômés, planification socio-économique, contrôle de l'économie). Mais préférant la négociation à l'affrontement avec l'administration, les étudiants décident quelques jours plus tard de cesser l'occupation. C'est l'échec: les «particularismes» et l'autonomie de chaque département empêchent une généralisation de la contestation à l'ensemble du campus.

### **L'impact sur les sciences sociales**

La contestation étudiante a sur les sciences sociales un impact qui dépasse largement les «conséquences immédiates» (participation des étudiants, modification des programmes et de la pédagogie, etc.), qu'elle entraîne dans chacun des départements directement concernés. Comme tout mouvement social, le mouvement étudiant est une énigme, il constitue un nouvel objet de réflexion et de recherche; son action oblige chaque discipline à une auto-critique. La conjoncture invite donc intellectuels et professeurs à une remise en question et à un renouvellement des perspectives.

En raison de son caractère éphémère et de son échec, le mouvement étudiant québécois fait naître très peu de vocations d'idéologues, sauf évidemment chez les quelques militants étudiants engagés dans l'action. Par exemple, Louise Harel et Richard Brunelle, tous deux membres de l'exécutif

de l'UGEQ et étudiants en sciences sociales résumant, dans un texte intitulé «L'UGEQ après l'occupation des CÉGEPs», les options principales du mouvement étudiant; ils tentent de démontrer qu'Octobre 1968 est non pas une simple «rébellion, un psycho-drame collectif sans avenir» mais bien «le signe d'une rupture avec le fonctionnement antérieur et l'amorce d'un projet collectif nouveau»<sup>3</sup>. À la rentrée scolaire, *Le Quartier latin*, journal de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal se transforme en un magazine d'information étudiant et espère élargir le débat: au fonctionnarisme, à la production-consommation et à l'idéologie, l'on oppose la spontanéité, l'utopie et la vie libertaire. Dans un éditorial intitulé «L'école qu'ossa donne?», le rédacteur en chef Roméo Bouchard esquisse une critique radicale de l'ensemble du système d'enseignement:

L'école est-elle condamnée, ainsi que le type de société et de civilisation dont elle est devenue la plaque tournante? La Boîte à livres succède à la Boîte à lunch et elle est le symbole d'un asservissement encore plus total de la personne humaine, l'asservissement de l'esprit<sup>4</sup>.

Comparativement à leurs collègues européens, les intellectuels québécois écrivent peu d'articles et de livres sur le mouvement étudiant lui-même. D'ailleurs, dans les ouvrages d'histoire contemporaine du Québec, les références à la contestation étudiante d'octobre 1968 sont rares et brèves. L'un des rares ouvrages consacrés entièrement à la contestation étudiante est écrit par le psycho-sociologue français Georges Lapassade pendant son séjour en 1969 à titre d'«analyste institutionnel» engagé par le recteur Dorais de la toute jeune Université du Québec à Montréal. Cet ouvrage retient l'attention avec un titre fort révélateur de *Livre fou* et une mise en page fantaisiste; il s'agit d'un collage de textes et de photographies qui permettent d'illustrer les diverses facettes de la «nouvelle contestation» (critique de l'école, *drop out*, libération sexuelle, contre-culture, indépendantisme) dont l'idée principale ou le slogan est: «l'avenir de la liberté réside d'abord chez les jeunes qui se marginalisent». Lapassade accorde évidemment une place centrale à l'action du mouvement étudiant:

Dans le monde entier, l'année 1968 a été le temps de la contestation libertaire. Au Québec, le moment culminant, c'est octobre 68 [...]. Les jeunes ont contesté directement les institutions de la vie et de la culture, la société technologique et bureaucratique, la répression hiérarchisée de la liberté. À Montréal comme ailleurs, les jeunes ont opposé à cette société l'utopie d'une société autogérée, le projet d'une culture neuve. Ils ont proclamé leur volonté de changer de vie<sup>5</sup>.

Cette «volonté de changer la vie» est aussi présente chez les intellectuels et les universitaires qui observent, souvent sans cacher leur passion et leur engagement, l'effritement de l'«ancien monde». D'ailleurs, lorsqu'ils abordent la «question étudiante», les analystes l'inscrivent habituellement dans le contexte plus large de la fin des années 1960 marquée par le développement d'un mouvement contre-culturel, par la crise du système d'enseignement et par la radicalisation du nationalisme. Les diverses réflexions, analyses et recherches que suscitent au tournant de la décennie la contestation étudiante se regroupent en trois grandes catégories: les réflexions générales, à caractère prophétique, sur la jeunesse dans les sociétés industrielles avancées; les analyses critiques, habituellement marxistes, du mouvement étudiant lui-même accusé de spontanéisme et d'utopisme; enfin une série de recherches empiriques sur le système d'enseignement et la population étudiante (caractéristiques socio-économiques, attitudes, itinéraires).

### **La jeunesse: catégorie ou acteur social**

Sous l'action conjuguée de la contestation étudiante et de la contre-culture, les conflits de valeurs apparaissent, à plusieurs observateurs, soit comme le produit des écarts entre générations, soit comme le signe d'une crise profonde de la société. Lors de sa promotion au titre de professeur titulaire au département de Sociologie de l'Université de Montréal, Marcel Rioux fait figure de visionnaire avec la présentation d'une leçon inaugurale consacrée au thème «Jeunesse et société contemporaine»; adoptant une démarche «prospective», il se demande si les comportements déviants des jeunes ne sont pas annonciateurs d'une nouvelle étape de l'évolution socio-culturelle. Articulée à l'hypothèse d'une «néoténie socioculturelle» (prolongation de l'adolescence et conservation des traits juvéniles), son analyse de l'évolution sociale le conduit à affirmer, sur un ton provocateur, que les conflits de générations sont à la société contemporaine ce que les conflits de classe étaient au début de la révolution industrielle. Rioux se fait ici le défenseur de la culture adolescente et il présente la jeunesse à la fois comme un groupe social (avec son «métier» d'étudiant, sa capacité juridique, son autonomie financière, sa vie sexuelle légitime et sa propre sous-culture) et comme une véritable force politique. Enfin, de la jeunesse québécoise il dira qu'elle est «une des plus dynamiques des sociétés industrielles» et qu'elle «constitue un pôle d'entraînement vers le changement<sup>6</sup>».

Cette préoccupation pour les jeunes n'est pas nouvelle chez Marcel Rioux qui, avec son collègue Robert Sévigny, termine alors une enquête réalisée auprès des «nouveaux citoyens» pour la société Radio-Canada. Et

peu avant les événements d'octobre 1968, Marcel Rioux coordonnera avec K.N. Walker de l'Université de Toronto, une recherche qui, subventionnée par le Conseil des Arts du Canada et réalisée avec l'assistance de R. Sabourin, porte sur «l'identité de l'étudiant universitaire». Dans la contestation étudiante, il voit «l'indice que la jeunesse et en particulier les étudiants universitaires sont le moteur du changement social non seulement aux États-Unis, mais aussi dans la plupart des pays de l'Occident<sup>7</sup>». Et pour la première fois, Rioux utilise la notion de «révolution culturelle» et donne aux jeunes le statut de «nouvelle classe révolutionnaire».

Familier avec les travaux de Rioux, Jacques Lazure, professeur à l'Université du Québec à Montréal, entreprend, quelques années plus tard, la publication d'une série d'ouvrages sur «la révolution de la jeunesse du Québec.» Le caractère révolutionnaire de la jeunesse se manifeste dans sa volonté de «rompre radicalement, même brutalement, avec une société qui ne l'intéresse plus dont elle aperçoit et dénonce les nombreuses turpitudes<sup>8</sup>». À la fois théologien et sociologue de formation, Lazure entreprend de donner sens aux diverses modifications de comportement et de pensée qu'il observe chez les jeunes et qui se manifestent principalement dans les domaines socio-politique, scolaire et sexuel. L'éclairage «freudien» (revu par Erich Fromm) qu'il adopte lui permet de mettre en relation chacune des trois révolutions avec l'un ou l'autre aspect de la personnalité (le ça, le moi et le sur-moi): la révolution socio-politique et le sur-moi indépendantiste (et ses variantes radicale, libertaire et réformiste); la révolution scolaire et une recherche d'identité marquée par la tentation du *drop out*; enfin la révolution sexuelle qui ouvre le ça à une «sexualité libre, libérée, en pleine énergie disponible, en construction de soi-même et de ses normes». L'impact de ces trois révolutions est d'autant plus grand qu'elles s'unifient pour donner ce que Jacques Lazure, à la suite de Rioux, appelle une «révolution culturelle» en raison de son caractère global, totalisant.

Lorsqu'il analyse la «révolte étudiante qui fait rage depuis six ou sept ans», Lazure ne cache pas sa déception: à l'automne 1968, la «bataille fut traumatisante» et «elle se solda, en gros, en un échec de la contestation radicale, devant la force de résistance du pouvoir administratif, à l'échelon scolaire ou politique<sup>9</sup>». Cet échec s'explique aussi par le rôle que joue, au Québec, dans la transformation des mentalités des jeunes Québécois, le sur-moi indépendantiste et la recherche politique collective.

Lazure écrit ses lignes peu après Octobre 1970. Les actions terroristes du Front de Libération du Québec (FLQ) mobilisent alors toute l'attention et elles font rapidement oublier Octobre 1968: avant d'être scolaire ou

sexuelle, la révolution de jeunesse du Québec aura donc été d'abord politique.

### **Les étudiants vus et corrigés par la gauche**

Les années 1960 et en particulier la fin de la décennie sont marquées par l'introduction d'enseignements marxistes en sciences sociales et par l'utilisation beaucoup plus fréquente de la problématique marxiste dans les travaux et les écrits sur le Québec. Le marxisme est plus qu'une théorie ou une idéologie: elle devient une «spécialité universitaire» pour une nouvelle génération d'intellectuels dont plusieurs se retrouvent à l'UQAM au moment de sa fondation en 1969. Les ouvrages d'Althusser et de Poulantzas non seulement invitent à une (re)lecture de Marx mais aussi fournissent l'armature intellectuelle à plusieurs analyses de la «formation sociale» québécoise et de plusieurs «questions» spécifiques (nationale, scolaire, urbaine, etc.). Cette influence est très visible dans les revues politiques, par exemple dans *Socialisme 69* où Céline Saint-Pierre et Dorval Brunelle, tous deux professeurs de sociologie à l'UQAM, signent un éditorial qu'ils intitulent pompeusement: «Pour un socialisme scientifique québécois». Quelques années plus tard, des professeurs en sciences sociales de l'UQAM se réunissent autour d'une nouvelle revue *Chroniques* (1975) pour «couvrir les activités culturelles et politiques dans une perspective marxiste» et combattre la «tendance nationaliste réactionnaire» (du Parti Québécois) et la «tendance contre-culturelle». Au même moment, se développe un plus grand intérêt pour des recherches sur le mouvement ouvrier et les classes populaires. En sociologie à l'Université de Montréal, des étudiants consacrent leur mémoire de maîtrise à l'un ou l'autre aspect de l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier et adoptent la problématique marxiste.

En l'absence d'une gauche solidement organisée au Québec, le mouvement étudiant peut s'épargner les frais d'un débat avec les leaders et les membres des partis politiques, mais les étudiants contestataires ne peuvent éviter le regard de leurs professeurs (de gauche) qui les observent, le plus souvent avec sympathie et les interpellent par l'intermédiaire de revues politico-intellectuelles.

Dès le printemps 1968, Gabriel Gagnon, professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal, écrit dans la revue *Parti pris* un texte sur les événements de Mai 68 en France: «Le mouvement étudiant et la révolution culturelle» et le directeur Philippe Bernard, politicologue de formation, consacre son éditorial à la «contestation étudiante». Pour *Parti pris*, la contestation étudiante ne s'explique ni par l'action d'une «minorité agissante



sous l'influence d'éléments extrémistes ou subversifs» non par la «crise de croissance de la société accompagnée d'une mutation brusque des générations montantes»; parce que les «structures universitaires reflètent les rapports socio-économiques d'une société bourgeoise et capitaliste», elle peut contribuer à «la contestation globale de la société» mais à la condition que les étudiants portent leur action «au-delà des attaques contre certains professeurs ou les directions<sup>10</sup>».

Pour sa part, la revue *Socialisme*, fondée en 1964 et animée par des professeurs en sciences sociales, organise en novembre 1968 une table-ronde dans le but d'analyser les objectifs et les moyens d'action du mouvement étudiant... et de tenter d'en prédire les conséquences sur la conscience étudiante<sup>11</sup>.

Et *Our Generation*, revue anarchiste de langue anglaise dirigée par Dimitri Roussopoulos publie un long texte de deux politicologues américains, John et Margaret Rowntree, «The Political Economy of Youth» et, en éditorial du numéro de l'été 1968, réaffirme sa conviction qu'il y a «quelque chose de profondément révolutionnaire dans la situation de la jeunesse». Mais l'appui de la revue au mouvement étudiant est conditionnel: «Revolutionary violence is no substitute for militancy. Such a strategy cannot be the main thrust of revolution in technological societies<sup>12</sup>.» Animés d'un même idéal libertaire et communautaire, les rédacteurs de la revue *Rouge et Noir* consacrent leur premier numéro (été 1969) à la «révolte étudiante» et publient des textes de militants étudiants. Et se référant explicitement à la Commune de Paris, la revue lance une idée concrète qui puisse mobiliser les étudiants: la création de «communes étudiantes».

Dans leurs analyses du mouvement de mai, les professeurs — intellectuels de gauche sont souvent très sévères: ceux-ci voient la contestation étudiante comme Lénine voyait (et craignait) le gauchisme. Dans leur étude de la «conjoncture politique québécoise depuis 1960», L. Racine et R. Denis parlent, lorsqu'ils décrivent le mouvement étudiant à la fin des années 60, du «manque d'organisation et de stratégie», ils reprochent aux étudiants des milieux petit-bourgeois «d'avoir versé dans une vision politique utopiste et assez confuse» et aux étudiants des milieux ouvriers, d'être demeurés «sous la coupe idéologique bourgeoise d'éducation-enrichissement et de compétition sur le marché du travail»; enfin, ils considèrent le journal des étudiants de l'Université de Montréal, *Le Quartier latin* comme «apolitique et d'un utopisme petit-bourgeois prononcé» et l'associent à «la diffusion de vagues idées plus ou moins hippies sur la révolution culturelle<sup>13</sup>».

Plus nuancés dans leurs propos, L. Maheu et P.R. Bélanger reprennent une grille d'analyse similaire: refusant toute autonomie aux luttes étudiantes, ils les assimilent «à celles de la couche sociale à laquelle ils appartiennent par détermination structurelle». Leur constat en est un d'échec: «Sans organisation, ni idéologie, ni politique commune, le mouvement étudiant est désormais dépendant des initiatives spontanées et locales<sup>14</sup>.»

Ces remarques critiques à l'égard du mouvement étudiant, les militants maoïstes (marxistes-léninistes) les reprennent dans un numéro de la revue *Mobilisation* consacré à l'histoire du mouvement étudiant (1964-1972): absence d'objectifs et de stratégie d'ensemble, aucun appui du mouvement ouvrier, idéologie petite-bourgeoise, utopiste et libertaire, etc. L'on reconnaît que le mouvement d'occupation d'octobre 1968 marque une rupture d'avec le syndicalisme étudiant (mise en places de «pratiques nouvelles» telles la préférence pour les actions de masse et la démocratie directe), mais une fois les leçons tirées de la période 68-69-70 (limites du populisme et du spontanéisme, etc.), il faut passer aux «choses sérieuses» (de la lutte des classes et de la révolution<sup>15</sup>).

## **Et après?**

La contestation étudiante d'octobre 1968 marque plus les intellectuels et les universitaires que les étudiants eux-mêmes: alors que les étudiants ne rêvent plus que de la contestation globale et qu'ils se perçoivent comme une catégorie sociale, les professeurs ne cessent de s'interroger: les étudiants sont-ils un «acteur social»? Pour quelques professeurs, cette préoccupation se transforme en objet de recherche: L. Maheu et P.R. Bélanger réalisent une étude sur le mouvement étudiant et le système universitaire québécois; G. Rocher et P.R. Bélanger obtiennent d'importantes subventions du Ministère de l'Éducation et entreprennent une étude longitudinale des «Aspirations sociales et des orientations professionnelles des étudiants québécois»; dix ans plus tard, après une brève période de conflit au département de Sociologie de l'Université de Montréal, Robert Sévigny élabore un cadre psychosociologique d'analyse qui permettrait éventuellement des études monographiques du phénomène de contestation étudiante en milieu universitaire. Et comme en France, la question de l'origine sociale des étudiants retient l'attention des chercheurs, mais seulement une fois la contestation terminée: C. Escande (1973) pour le niveau collégial, P. Dandurand et M. Fournier (1978) pour le niveau universitaire. Enfin, à l'Université de Montréal, l'éducation et en particulier les inégalités socio-économiques deviennent, entre 1968 et 1977, les thèmes d'un grand nombre de mémoires en sociologie.

L'on connaît assez bien, même si les monographies sont rares, les conditions qui ont rendu possible la contestation étudiante d'octobre 1968: développement rapide de l'enseignement postsecondaire, présence d'étudiants dont les itinéraires sociaux sont différents, conflits de valeurs entre générations, etc. Mais pourquoi le mouvement est-il limité? Que deviennent les militants étudiants lorsque tombe l'effervescence de la contestation? Les voies d'action qui s'offrent aux étudiants au tournant de la décennie sont triples et chacune renvoie à l'une ou l'autre des caractéristiques principales de la contestation étudiante elle-même: d'abord, leurs revendications réformistes et la volonté de mobilité sociale de la majorité des étudiants rejoignent celles du mouvement nationaliste au moment où celui-ci acquiert, avec la création du Parti québécois en 1968, une dimension politique; ensuite, l'affirmation d'une «culture jeune» conduit certains étudiants vers la contre-culture et les invite à prendre la défense d'un «nouveau» mode de vie et de «nouvelles» valeurs (*drop out*, drogue, communes, sexualité libre) que véhiculent leur propre journal, *Le Quartier latin*, et le magazine *Mainmise*; enfin, la contestation globale de la société se traduit par un militantisme dans des organismes populaires et dans des groupes politiques d'extrême-gauche (revues maoïstes: *En lutte*, *La Forge*), avec la recherche désespérée d'une alliance entre la jeunesse étudiante et la classe ouvrière. Coincé entre ces trois perspectives, le mouvement étudiant perd son autonomie et sa force de mobilisation, principalement en faveur du nationalisme que les actions du FLQ et la réaction du Gouvernement fédéral (Octobre 1970) ont exacerbé: parmi les partis politiques provinciaux, le PQ est celui qui apparaît comme le parti des jeunes.

Les intellectuels et les universitaires eux-mêmes suivent des trajectoires politiques similaires à celles de leurs étudiants, tantôt comme guides-idéologues, tantôt comme compagnons de route. Dans chaque université, des professeurs entendent les sifflements de la contre-culture, certains abandonnent même leur emploi permanent et rémunérateur, d'autres font des compromis (travail à la ville — vie à la campagne; fins de semaine et vacances en commune, etc.). Comme dans la fable, personne n'est épargné: non seulement des modes de vie, mais aussi des modes de pensée changent. De véritables conversions s'opèrent: en sciences sociales, des professeurs et des chercheurs refusent tout effort d'objectivation et abandonnent la méthodologie quantitative pour privilégier la méthodologie qualitative et de nouvelles techniques de collecte et d'analyse des données (vidéo, etc.); poète-anthropologue, Luc Racine délaisse la problématique marxiste, quitte *Parti pris* et devient un «sociologue stoned<sup>16</sup>».

★ ★ ★

Aujourd'hui, l'effervescence de la fin des années 1960 nous apparaît très lointaine. Certains s'y réfèrent avec nostalgie: c'étaient des «années de rêves», de grands projets et d'espoir fou. D'autres regardent cette période d'agitation comme une curiosité, un bizarrerie difficile à comprendre. Quel que soit le point de vue privilégié, une conclusion s'impose: vingt-cinq ans plus tard, personne ne parle du mai 1968 québécois, comme s'il ne s'était rien passé. Les médias se tournent vers la France où l'impact du mouvement étudiant a été plus grand ... assez pour préparer l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste.

Toute mémoire joue des tours, surtout lorsqu'elle est collective! En eux-mêmes, les événements de mai-octobre 1968 n'ont qu'un poids relativement faible dans l'histoire québécoise contemporaine; beaucoup plus importante, beaucoup plus déterminante est la conjoncture de l'ensemble des années 1960-1970, avec l'arrivée de nouvelles générations sur le marché scolaire et sur le marché du travail. Ce sont des années d'expérimentation: vie en commune, coopérative d'habitation, revalorisation du travail artisanal, retour à la terre, autogestion d'entreprise, etc. Des trajectoires personnelles sont complètement, parfois dramatiquement bouleversées; il y a des échecs individuels et collectifs (le Référendum?). Certes ni la ville ni l'école ni la société ne sont fondamentalement changées mais beaucoup de choses ont changé dans les modes de vie et de pensée: relations homme-femme dans le couple, relations élèves-professeur à l'école, relation employés-employeur à l'usine ou dans les bureaux, nouveaux savoirs et nouvelles thérapies, etc. Et il y a quelques victoires, dont celle du RCM à Montréal.

Que, de ces belles années, reste-t-il? La tentation est grande de faire le procès de ces générations contestataires en identifiant ceux et celles qui sont «parvenus» et qui se sont «assis» à des postes de pouvoir. Il serait facile de dire que les jeunes progressistes d'hier sont avec l'âge devenus un peu plus conservateurs: ce sont au sens strict du terme, des «progressistes-conservateurs»! Ce serait oublier que de nouvelles démarches individuelles et collectives ont été entreprises que des relations sociales différentes se sont tissées, que de nouveaux rapports au monde et à la vie se sont élaborés, bref qu'une incertitude s'est installée.

## Notes

1. Michel Doré, *Situation institutionnelle de connaissance au Québec et action étudiante*, Mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université de Montréal, 1972.

2. L. Maheu et P. R. Bélanger (en collaboration avec F. Béland et M. Doré), «Pratique politique étudiante au Québec», *Recherches sociographiques*, vol. XIII, n° 3, septembre-décembre 1972, p. 311-342.
3. Louise Harel et Richard Brunelle. «L'UGEQ après l'occupation des CÉGEP», *Noir et Rouge*, n° 1, été 1969, p. 44.
4. Roméo Bouchard, «L'école qu'ossa donne?», *Le Quartier Latin*, vol. 52, n° 1, 17 septembre 1969, p. 34.
5. Georges Lapassade *Le livre fou*, Paris, Épi éditeurs, 1971, p. 133.
6. Marcel Rioux, *Jeunesse et société contemporaine* (1965), Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1969.
7. Marcel Rioux, «Commentary», *Our Generation*, vol.6, n°1-2, May-June 1968, p. 190.
8. Jacques Lazure, *La jeunesse en révolution au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, p. 10.
9. *Ibid.*, p. 86-87.
10. Gabriel Gagnon, «Le mouvement étudiant et la révolution culturelle», *Parti pris*, vol. 5, n° 6, été 1968, pp.10-15; Philippe Bernard, «Éditorial. La contestation étudiante», *Parti Pris*, vol. 5, n° 6, été 1968, p. 3.
11. «Qu'est-ce que la contestation a contesté? Table ronde sur l'occupation étudiante», *Socialisme* 69, n° 16, janvier-mars 1969, p. 85.
12. «Editorial Notes: Struggle is freedom. It's just beginning», *Our Generation*, vol. 6, n° 1-2, May-July 1968, p. 5.
13. L. Racine and R. Denis, «La conjoncture politique québécoise depuis 1960», *Socialisme québécois*, 21-22, avril 1970 (Québec 70), p. 44-46.
14. L. Maheu and P.R. Bélanger, «Pratique politique étudiante au Québec», *op. cit.*, p. 341.
15. «Le mouvement étudiant au Québec, 1964-1972», *Mobilisation*, vol. 4, n° 2, octobre 1974, pp. 1-25.
16. Luc Racine et Guy Sabourin, *Pour changer la vie*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 7.